

Statuts de l'association

Gestion durable de l'eau dans l'agriculture

*Adopté par l'assemblée constitutive le
25 juin 2024*

Préambule

Le changement climatique et les conditions météorologiques extrêmes qui en découlent, avec des périodes de sécheresse prolongées et de fortes précipitations, placent l'agriculture et la production alimentaire devant de grands défis. La gestion durable de l'eau, ressource qui se raréfie, devient une obligation pour l'agriculture suisse. Le besoin de connaissances et de compétences pour une approche proactive de la gestion durable de l'eau est très important dans toute la Suisse. Une bonne base de données, un échange actif entre les acteurs, le développement de bonnes pratiques, la défense des intérêts et une communication active au sein de l'agriculture et avec la population non agricole contribuent à long terme à ce que l'agriculture soit en mesure de relever les défis causés par le changement climatique.

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1 Nom et siège

- 1) Sous la dénomination "Association pour la gestion durable de l'eau dans l'agriculture" (ci-après l'association), il est constitué une association au sens des articles 60 et suivants du Code civil suisse.
- 2) L'association a son siège au domicile du secrétariat.

Art. 2 But

L'association a pour but d'augmenter la résilience de l'agriculture et de la production alimentaire face aux effets du changement climatique. Les thèmes à traiter couvrent l'ensemble de l'agriculture : gestion et rétention de l'eau dans les grandes cultures, les cultures fourragères ainsi que l'élevage à toutes les altitudes en Suisse. L'objectif est de générer des connaissances, de présenter des solutions proactives et constructives, d'identifier les investissements nécessaires en matière de connaissances et de techniques et d'éviter les conflits d'utilisation.

- 1) L'association s'efforce d'atteindre cet objectif principalement par le biais des activités suivantes :
 - Mettre en réseau toutes les personnes et organisations intéressées par le thème de la gestion de l'eau et de l'agriculture (recherche, conseil, entreprises privées, pouvoirs publics, agriculteurs et agricultrices, ...) et leur donner une voix.
 - Gestion du forum en collaboration avec AGRIDEA, qui gère une plateforme de connaissances sur ce thème. L'association soutient AGRIDEA dans la mise en place et le développement de la plateforme de connaissances.
 - Échange, regroupement et diffusion des connaissances sur le sujet et élaboration d'une expertise spécifique, resp. développement de bonnes pratiques par la plateforme de connaissances d'AGRIDEA.
 - Promotion de solutions nationales, régionales et spécifiques aux exploitations.
 - Promouvoir une prise de conscience des besoins d'adaptation de l'agriculture au changement climatique et la gestion durable de l'eau.
 - Fournir des argumentaires basés sur des faits pour une "gestion durable de l'eau dans l'agriculture".
- 2) L'association ne poursuit pas de but commercial et ne cherche pas à faire de bénéfices.

B. ADHÉSION

Art. 3 Adhésion

- 1) Peuvent être membres les personnes morales et physiques ainsi que les collectivités de droit public qui soutiennent les objectifs de l'association.
- 2) Les membres de l'association s'engagent à atteindre les objectifs de l'association dans le cadre d'une collaboration constructive et à discuter des divergences d'intérêts de manière loyale et ouverte.

Art. 4 Catégories de membres et modalités d'admission

- 1) Catégories de membres :
 - Catégorie A : personnes physiques
 - Catégorie B : personnes morales et organismes de droit public
- 2) L'adhésion requiert une déclaration écrite. Le comité décide de l'admission.
- 3) Les personnes déboutées ont un droit de recours auprès de l'assemblée des délégués.

Art. 5 Démission et exclusion de membres

- 1) Les membres peuvent démissionner à la fin de chaque année civile.
- 2) Une déclaration de démission doit être faite par écrit au plus tard le 30 juin de l'année concernée.
- 3) L'association peut exclure des membres pour des raisons importantes après les avoir entendus. Le comité décide de l'exclusion. Les personnes exclues disposent d'un droit de recours auprès de l'assemblée des délégués.
- 4) Sont considérés comme des motifs importants :
 - a) infraction aux statuts de l'association
 - b) non-respect des obligations financières
 - c) non-respect des prestations convenues en matière de personnel
 - d) les actes qui portent atteinte à la réputation/aux intérêts de l'association
- 5) La démission/exclusion entraîne la perte de tous les droits

C. ORGANISATION

Art. 6 Organes de l'association

- 1) Les organes de l'association sont:
 - a) Assemblée des délégués
 - b) Comité
 - c) Secrétariat
 - d) Organe de révision des comptes
 - e) Groupes de travail

C-1. ASSEMBLÉE DES DÉLÉGUÉS

Art. 7 Tâches et compétences

- 1) En tant qu'organe suprême de l'association, l'assemblée des délégués a les tâches et compétences inaliénables suivantes :
 - a) Élection du comité, du président/de la présidente et de l'organe de révision des comptes pour une durée de 4 ans. Une réélection est possible. En cas d'élection de remplacement, l'élection est valable jusqu'à l'expiration du mandat.
 - b) Fixation de la cotisation des membres
 - c) Approbation du procès-verbal de la dernière assemblée des délégués
 - d) Approbation du rapport annuel, des comptes annuels et du rapport de révision
 - e) Décharge du comité et de l'organe de révision
 - f) Décider du programme d'activités
 - g) Approbation du budget

- h) Approbation des dépenses supérieures à 10'000 fr.
- i) Décisions de recours concernant les décisions du comité relatives à la non-admission et à l'exclusion de membres
- j) Prise de décision sur les propositions du comité et des membres
- k) Modification des statuts et dissolution de l'association

Art. 8 Convocation

- 1) L'Assemblée des délégués est convoquée par le comité.
- 2) Une assemblée ordinaire des délégués a lieu une fois par an. Les membres de l'association sont convoqués par écrit deux mois à l'avance à l'assemblée des délégués, avec indication de l'ordre du jour. L'envoi se fait à la dernière adresse connue du membre. Les invitations, la correspondance et les annonces sont également valables sous forme électronique.
- 3) Les propositions à l'attention de l'assemblée des délégués doivent être adressées par écrit au comité au plus tard 14 jours avant l'assemblée.
- 4) Le comité ou 1/5 des membres peuvent en tout temps demander la convocation d'une assemblée extraordinaire des délégués, en indiquant le but de celle-ci. L'assemblée doit avoir lieu au plus tard trois mois après réception de la demande.

Art. 9 Composition et droits de vote

- 1) Les personnes morales et les collectivités de droit public sont représentées à l'assemblée des délégués par leurs organes ou par des personnes munies d'une procuration.
- 2) Les membres disposent du nombre de voix suivant :
 - Personnes physiques : 1 voix
 - Personnes morales et organismes de droit public
 - Organisations locales : 2 voix chacune
 - Organisations cantonales : 5 voix chacune
 - Organisations nationales : 10 voix chacune

Art. 10 Mise en œuvre

- 1) Toute assemblée des délégués dûment convoquée peut délibérer valablement, quel que soit le nombre de membres présents.
- 2) Les décisions des membres sont prises à la majorité simple, sauf disposition contraire des statuts. En cas d'égalité des voix, celle du/de la président(e) est prépondérante, sauf en cas d'élection, où l'on procède à un tirage au sort.
- 3) Les modifications des statuts nécessitent l'approbation d'une majorité des deux tiers des personnes présentes ayant le droit de vote.
- 4) Les décisions prises doivent au moins faire l'objet d'un procès-verbal de décision signé par le/la président(e) et le/la rédacteur/trice du procès-verbal.

C-2. COMITÉ

Art. 11 Composition et constitution

- 1) Le comité se compose d'un président ou d'une présidente et de 4 à 6 représentants.
- 2) Le comité se constitue lui-même et désigne un vice-président / une vice-présidente parmi ses membres. La vice-présidente/le vice-président remplace la présidente/le président en cas d'absence.
- 3) Le comité peut faire appel à des personnes ayant une voix consultative.

Art. 12 Tâches et compétences

- 1) Le comité représente l'association à l'extérieur et gère toutes les affaires courantes qui ne sont pas expressément réservées à d'autres organes.
- 2) Le comité définit, en collaboration avec AGRIDEA, la composition du groupe de coordination "Forum pour une gestion durable de l'eau" et représente l'association au sein du groupe de coordination.
- 3) Il met en place le secrétariat, qui gère les affaires courantes et assume les tâches qui lui sont spécialement confiées. Le secrétariat est subordonné au comité.
- 4) Le comité met en place des groupes de travail. Les groupes de travail qui sont actifs pendant plusieurs années sont définitivement approuvés par l'assemblée des délégués.
- 5) Le comité décide de l'admission et de l'exclusion des membres.
- 6) Le comité dispose de toutes les compétences qui ne sont pas attribuées par la loi à un autre organe. Le comité a la compétence d'engager des dépenses jusqu'à 10'000 francs.

Art. 13 Réunions du comité

- 1) Le comité est convoqué par le président/la présidente aussi souvent que les affaires l'exigent. Chaque membre du comité peut demander la convocation d'une réunion en indiquant les motifs.
- 2) Le quorum du comité est atteint lorsque la majorité des membres est présente. Les décisions du comité sont prises à la majorité simple. En cas d'égalité des voix, la présidente/le président a une voix prépondérante.
- 3) Le comité peut prendre des décisions par voie de circulaire ou tenir des réunions en ligne.
- 4) Les décisions doivent être consignées dans un procès-verbal. Le comité désigne à cet effet un rédacteur ou une rédactrice du procès-verbal, qui ne doit pas nécessairement être membre du comité.
- 5) Le secrétaire / la secrétaire de l'association participe aux réunions avec une voix consultative.

C-3. PRÉSIDENT(E)

Art 14 Président / Présidente

Le président ou la présidente assume les tâches suivantes :

- 1) Préparer et diriger l'assemblée des délégués et les réunions du comité.
- 2) Surveillance de la mise en œuvre des affaires opérationnelles du secrétariat.
- 3) Prendre les dispositions nécessaires dans les cas urgents et en rendre compte immédiatement au comité et à l'assemblée des délégués
- 4) Représentation de l'association à l'extérieur.

C-4. SECRÉTARIAT

Art. 15 Secrétariat

- 1) Le secrétariat est dirigé par une secrétaire / un secrétaire.
- 2) Sur le plan organisationnel, le secrétariat peut être rattaché à un membre de l'association.

Art. 16 Le secrétaire / la secrétaire

- 1) Le secrétaire / la secrétaire dirige l'association sur le plan opérationnel. Cela comprend les tâches suivantes :
 - a) établir le programme annuel selon les directives du comité
 - b) établir les comptes annuels et le budget
 - c) gérer les finances de l'association selon des principes commerciaux généralement reconnus.
Le secrétaire / la secrétaire a la compétence d'engager des dépenses jusqu'à 5'000 francs.
 - d) rédiger le rapport annuel
 - e) participer aux réunions du comité avec voix consultative
 - f) assister le président/la présidente dans la préparation des réunions
 - g) coordonner et mettre en œuvre des activités de communication
 - h) coordonner et soutenir les groupes de travail
 - i) promouvoir et développer les discussions thématiques
 - k) assurer un échange étroit avec la plate-forme de connaissances "Gestion durable de l'eau dans l'agriculture" d'AGRIDEA
- 2) Les autres tâches du secrétaire / la secrétaire sont consignées dans un cahier des charges.

C-5. ORGANE DE RÉVISION DES COMPTES

Art. 17 Organe de révision des comptes

- 1) Deux membres de l'association ou une société de révision peuvent être désignés comme organe de révision.
- 2) L'organe de révision vérifie chaque année les comptes de l'association quant à leur exactitude et leur intégralité et présente un rapport écrit à l'assemblée des délégués.

C-6. GROUPES DE TRAVAIL

Art 18 Groupes de travail

- 1) Le comité met en place des groupes de travail (p. ex. rétention de l'eau, techniques d'irrigation, gestion de l'eau dans l'économie alpestre, ...) en étroite concertation avec le groupe de coordination "Gestion durable de l'eau dans l'agriculture".
- 2) Les tâches des groupes de travail doivent être réglées dans un cahier des charges.

Art. 19 Droit de signature

- 1) Le comité signe collectivement à deux. Le secrétaire / la secrétaire signe individuellement.

Art. 20 Responsabilité

- 1) Seule la fortune de l'association répond de ses engagements. Toute responsabilité personnelle ou obligation de versements supplémentaires des membres est exclue.

E. RÉVISION DES STATUTS ET DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION

Art. 21 Révision des statuts

- 1) Les décisions concernant les modifications des statuts doivent être prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées lors de l'assemblée des délégués.

Art. 22 Dissolution de l'association

- 1) La dissolution de l'association peut être décidée lors d'une assemblée ordinaire ou extraordinaire des délégués et à la majorité des trois quarts des voix présentes.
- 2) En cas de dissolution de l'association, la fortune de l'association est transférée à une organisation poursuivant le même but ou un but similaire et ayant son siège en Suisse. Une répartition de la fortune de l'association entre les membres de l'association est exclue.

F. DISPOSITIONS FINALES

Art. 23 Entrée en vigueur

Ces statuts ont été adoptés lors de l'assemblée constitutive du 25.06.2024.

Ils sont rédigés en allemand et traduits en français. En cas de doute, le texte de la version allemande fait foi.

Lieu, date : Nuvilly, 25.06.2024

Association pour la gestion durable de l'eau dans l'agriculture



Stefan Dubach
Président fondateur



Nadine Werndli
Secrétaire de séance